



**Non à la loi Rilhac ! Non à l'expérimentation Macron à Marseille !
Prenons position et mobilisons-nous pour l'abandon de ces projets !**

Nous, 75 adhérents du SNUDI FO 95 réunis en congrès le vendredi 1^{er} octobre 2021, avons pris connaissance des avancées du gouvernement sur la loi Rilhac relative à la direction d'école.

Cette loi a pour but de placer les directrices et directeurs des écoles en position de supérieur hiérarchique des collègues : une « *délégation de compétences de l'autorité académique* » et une « *autorité fonctionnelle* ».

Les quelques avantages potentiels (décharges, aide administrative, formation) pour les directions figurant dans le projet initial ne sont même plus présents dans l'écriture finale de cette loi. Avec cette proposition de loi, le directeur devient un manager des enseignants de son école, une courroie de transmission des réformes ministérielles, sans pour autant gagner ni aide administrative statutaire, ni décharge supplémentaire, ni protection dans sa fonction, car il sera révocable à tout moment.

Nous avons également pris connaissance des annonces de Macron à Marseille qui veut expérimenter dans 50 écoles le recrutement des professeurs par le directeur de l'école. Nous ne sommes pas dupes : ce qui sera expérimenté à Marseille sera généralisé par la suite : détruire l'école publique pour créer une nouvelle Ecole où les pratiques du privé feront loi et où les personnels n'auront plus de garanties statutaires nationales.

C'est pour cela que nous nous associons à l'appel des 40 premières écoles marseillaises qui ont lancé un appel à boycotter l'expérimentation Macron/Blanquer et décidons de porter cet appel à la discussion dans nos écoles.

Nous n'acceptons pas l'explosion du cadre de l'école républicaine, nous n'acceptons pas la logique de contractualisation des moyens et la liquidation de notre statut.

La loi Rilhac et l'expérimentation Macron à Marseille doivent être abandonnées !

Nous communiquons cette motion à tous les collègues de nos écoles, les invitons à en discuter et à prendre position collectivement pour le retrait de ces projets !